



LES FILLES DANS

LA CRISE :

**EXPÉRIENCES DU RISQUE ET
DE LA RÉSILIENCE DANS TROIS
SITUATIONS HUMANITAIRES**

**LES ADOLESCENTES FONT FACE À
DES DÉFIS PARTICULIERS DANS CES
DIFFÉRENTES RÉGIONS, MAIS LEURS
VIES ET LEURS EXPÉRIENCES METTENT
AUSSI EN LUMIÈRE LES RISQUES
QUE RENCONTRENT LES FILLES ET
LES JEUNES FEMMES VIVANT DES
SITUATIONS ANALOGUES DANS LE
MONDE ENTIER, ET LE COURAGE DONT
ELLES FONT MONTRE.**

LES ADOLESCENTES EN TEMPS DE CRISE : RÉSUMÉ DES RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS

Les adolescentes en temps de crise est un projet de recherche éclairé par, et axé sur, les témoignages et les expériences des filles dans trois des régions les plus troublées et instables du monde : le Soudan du Sud, le bassin du lac Tchad et les camps de réfugiés rohingyas au Bangladesh.

Les recherches ont abouti aux constatations suivantes :

LES ADOLESCENTES VIVENT DANS LA PEUR

Les adolescentes nous ont parlé de la peur que leur causent la présence continuelle d'hommes armés, mais aussi les violences liées au genre au sein des familles, y compris les mariages précoces et les mariages forcés, qui menacent leur santé, leur éducation et leur bien-être général.

LES ADOLESCENTES MENENT UNE VIE RESTREINTE

Les adolescentes ne jouissent pas de la liberté de mouvement : des parents surprotecteurs, une peur accrue de la violence et des tâches ménagères plus nombreuses les obligent à rester à la maison et limitent considérablement les possibilités qui s'offrent à elles. Les adolescentes ne peuvent pas aller à l'école, ne peuvent pas se faire d'amis et ne peuvent pas contacter les services de santé.

LES ADOLESCENTES VEULENT ALLER À L'ÉCOLE

Les adolescentes évoquent partout leur enthousiasme pour les études et leur déception de voir leur situation actuelle, qui vient souvent s'ajouter à une discrimination préexistante, les empêcher d'aller à l'école ou de suivre une formation professionnelle. La peur et la pauvreté de leur famille les retiennent à la maison, mais souvent, il n'y a de toute façon pas d'école ou de centre de formation qu'elles pourraient fréquenter — ou s'il en y a, ils sont trop éloignés ou elles ont tellement manqué l'école qu'elles ont du mal à rattraper leur retard.

LES ADOLESCENTES ONT DU MAL À RESTER EN BONNE SANTÉ, TANT SUR LE PLAN PHYSIQUE QUE MENTAL

Les adolescentes ne sont pas bien nourries, elles ont un accès limité ou inexistant à l'information sur la santé sexuelle et reproductive et disposent d'un accès extrêmement restreint aux services de santé, en particulier dans le domaine de la santé mentale. Tout cela aura un impact destructeur à long terme sur leur vie.

LES ADOLESCENTES VEULENT AVOIR PLUS DE CONTRÔLE ET DE POUVOIR SUR LEUR VIE

Dans les trois zones de recherche, les adolescentes évoquent leur incapacité à contrôler leur vie et le fait qu'on ne les consulte pas au sujet des décisions qui les concernent : elles ne peuvent pas décider de poursuivre leurs études, elles ne sont pas libres de choisir de se marier ou non, au moment ou avec la personne de leur choix et elles ne sont pas non plus en mesure de chercher des moyens de subsistance qui pourraient leur donner une certaine indépendance.



Nyiel écrit sur son bloc-notes dans le camp de réinstallation de Baratuku.
(©Plan / Rose+Sjölander)

CE QUI DOIT ÊTRE FAIT

Les recommandations suivantes se fondent sur ce que les adolescentes nous ont dit de leurs expériences et de leurs priorités pour l'avenir :

- Accroître la **participation** des adolescentes aux prises de décisions.
- Veiller à ce que l'**éducation** des adolescentes ne pâtisse pas de la situation de crise.
- Accorder la priorité à la fourniture d'informations et de services de **santé** adaptés aux adolescentes, qui doivent couvrir les problèmes de santé mentale ainsi que la santé et les droits de santé sexuelle et reproductive.
- Lutter contre les violences liées au genre sous toutes leurs formes afin d'améliorer la **sécurité** des adolescentes.

LEÇONS DE TROIS GRANDES CRISES

La vie de toute personne touchée par la guerre, la famine, les inondations ou une autre situation d'urgence est bouleversée, mais c'est particulièrement vrai dans le cas des adolescentes. En effet, les inégalités entre les sexes qui existaient déjà auparavant sont exacerbées dans toutes les situations de crise et les menaces qui pèsent sur la sécurité physique des adolescentes, sur leur santé et sur leurs perspectives d'avenir ne sont pas les mêmes que les risques encourus par les filles et les garçons plus jeunes, ou par les hommes, les adolescents et les femmes adultes. En outre, il arrive souvent que leurs droits et leurs besoins ne soient pas pris en compte, du simple fait qu'elles sont jeunes et que ce sont des filles.

« Je veux aller à l'école, lire des tas de livres. Je veux jouer. »

FILLE ROHINGYA, 10 ANS, BANGLADESH

Une crise de longue durée peut couvrir toutes les années formatrices de la vie d'une fille et cette perturbation continue de la nutrition, de l'éducation ou du développement des connaissances sur des questions telles que la santé et les droits de santé sexuelle et reproductive peut avoir des effets durables¹. De plus, lorsqu'une pauvreté prolongée s'accompagne d'une discrimination de genre bien enracinée, les filles peuvent devenir particulièrement vulnérables à la traite des êtres humains, à l'exploitation sexuelle ainsi qu'au mariage d'enfants, au mariage précoce et au mariage forcé². Même si la crise prend fin, il se peut qu'elles en sortent traumatisées, avec un niveau d'instruction très faible ou peu de chances de trouver un emploi rémunéré, et souvent avec plusieurs enfants. Les décisions qui sont prises pour elles pendant leur adolescence changeront leur vie pour toujours.

« Mes parents vont m'obliger à me marier. Je n'ai rien à faire. Ils ne pourraient pas le faire en Birmanie, mais ils peuvent le faire ici. »

JEUNE FEMME ROHINGYA, 18 ANS, BANGLADESH

Malgré le grand nombre d'adolescentes si profondément touchées par les crises qui sévissent actuellement à travers le monde, il est rare que leurs propres communautés, leurs gouvernements nationaux ou le secteur humanitaire au sens large leur prêtent beaucoup d'attention : dans les situations de crise, les droits des filles ne sont pas considérés comme une priorité, et leurs besoins particuliers ou leurs droits en vertu du droit international ne sont ni reconnus ni pris en compte. Ces recherches, commandées par Plan International, tentent de remédier à cette situation : de reconnaître que les filles, lorsqu'elles entrent dans l'adolescence et la traversent, doivent relever des défis particuliers,

qu'elles ont des droits et que cela vaut la peine d'écouter leurs idées sur la façon d'améliorer leur vie aujourd'hui et demain, et d'y donner suite.

« Inscrivez-nous à l'école, permettez-nous d'acquérir des compétences, fournissez les équipements de base (hôpitaux, électricité, eau) pour nous aider à vivre mieux, à avoir une vie plus facile. »

FILLE, 13 ANS, BASSIN DU LAC TCHAD

Les adolescentes en temps de crise est un travail éclairé par, et axé sur, les témoignages et les expériences des filles dans trois des régions les plus troublées et instables du monde : le Soudan du Sud, le bassin du lac Tchad et les camps de réfugiés rohingyas au Bangladesh. Les recherches montrent la diversité des besoins et des expériences des adolescentes — elles ne forment pas un groupe homogène défini uniquement en fonction de l'âge —, ainsi que leurs éventuels points communs. Les filles n'ont pas seulement le droit d'être consultées au sujet de leurs besoins et de leurs priorités ; mieux comprendre la manière dont les adolescentes, dans plusieurs contextes différents, traversent les crises en cours donnera au secteur humanitaire une base solide pour travailler avec elles afin d'améliorer leur vie. En allant chercher des témoignages qui ne sont habituellement pas entendus, ceux des filles et des jeunes femmes dans les situations de crise, notre projet de recherche tente d'apporter cette compréhension ; il ne met pas seulement l'accent sur les sujets qui préoccupent les adolescentes, mais aussi sur la façon positive dont elles réagissent à leur situation et s'efforcent de soutenir leur communauté.

« Les filles ne sont pas censées parler devant les anciens et à cause de ça, certains de leurs problèmes ne sont jamais pris en compte, ce qui les empêche de prendre part à la communauté comme les garçons peuvent le faire. »

MEMBRE DU PERSONNEL D'UNE ONG, JUBA, SOUDAN DU SUD



Une fille fait la cuisine dans son abri dans le camp de Balikhali, à Cox's Bazar. (Bangladesh).

(©Plan International)

Tous les rapports sont disponibles à l'adresse plan-international.org/GirlsInCrisis

LIEUX DE RECHERCHE: CONTEXTE

La communauté rohingya au Bangladesh

Les Rohingyas sont persécutés au Myanmar depuis des décennies, mais en août 2017, la crise s'est aggravée après une flambée de violence dans l'État de Rakhine — près d'un million de Rohingyas ont été contraints de fuir le Myanmar et vivent désormais dans des camps de réfugiés à Cox's Bazar, au Bangladesh voisin.



52%

DE LA POPULATION RÉFUGIÉE EST CONSTITUÉE DE FEMMES ET DE FILLES³

ENTRE

55-60%



DES RÉFUGIÉS SONT DES ENFANTS⁴

LES MÉNAGES DIRIGÉS PAR UN ENFANT FORMENT

4%

DE LA POPULATION RÉFUGIÉE⁵



67%

DES 58 700 FEMMES ENCEINTES QUI, SELON LES ESTIMATIONS, SE TROUVENT DANS LES CAMPS N'ONT PAS ACCÈS À DES SOINS GYNÉCOLOGIQUES OU OBSTÉTRICAUX⁶

Soudan du Sud

Le conflit qui fait rage au Soudan du Sud depuis maintenant cinq ans a fait quatre millions de personnes déplacées, soit un Sud-Soudanais sur trois, et sept millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire.⁷

PRÈS DE

2M



DE FEMMES ET DE FILLES SONT EXPOSÉES AU RISQUE DE VIOLENCES LIÉES AU GENRE⁸



DE LA POPULATION A MOINS DE 18 ANS⁹



ET LES DEUX TIERS ONT MOINS DE 30 ANS¹⁰

SUR LES

4 000 000

DE PERSONNES DÉPLACÉES, PLUS DE LA MOITIÉ (2,4 MILLIONS) ONT MOINS DE 18 ANS¹¹



2.5M

DE PERSONNES CHERCHENT REFUGE DANS LES PAYS VOISINS¹²

Bassin du lac Tchad

La crise qui frappe le bassin du lac Tchad est l'une des situations d'urgence humanitaire¹³ les plus graves au monde ; on compte plus de 2,2 millions de personnes déplacées, dont la moitié sont des enfants, et plus de 10,8 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire dans le nord-est du Nigéria, l'extrême nord du Cameroun, l'ouest du Tchad et le sud-est du Niger. Le conflit a été caractérisé par des niveaux endémiques de violences liées au genre et de violences faites aux enfants, le recrutement forcé d'enfants soldats constituant un sujet de préoccupation majeur. La combinaison des statistiques relatives à la mortalité maternelle et l'augmentation du taux de mariages d'enfants montrent les effets négatifs particuliers de la crise sur les filles et les jeunes femmes.

AU NIGER, LES TAUX DE MARIAGES D'ENFANTS, DE MARIAGES PRÉCOCES ET DE MARIAGES FORCÉS SONT TOUJOURS TRÈS HAUTS ; MAIS DANS LA RÉGION DU NIGER LA PLUS TOUCHÉE PAR LA CRISE, CES TAUX SONT LES PLUS ÉLEVÉS AU MONDE :

À DIFFA

89%

DES FILLES SE MARIENT PENDANT LEUR ENFANCE¹⁴



LE BASSIN DU LAC TCHAD PRÉSENTE L'UN DES TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE LES PLUS ÉLEVÉS AU MONDE :¹⁵

773.4

DÉCÈS MATERNELS POUR 100 000 NAISSANCES VIVANTES





Sarah, 16 ans, vit avec son petit frère et sa mère au Soudan du Sud. Elle est chargée de faire pousser tous les fruits et légumes dont sa famille a besoin pour survivre.

(©Kate Holt / Plan International)

QUE CHERCHONS-NOUS À SAVOIR ?

Nos recherches étudient la manière dont les adolescentes de deux tranches d'âge (10-14 ans et 15-19 ans) comprennent l'impact unique que la crise a eu sur elles. Elles cherchent à mieux faire entendre leurs voix et leurs perceptions de la crise, et à présenter leurs points de vue sur la manière dont le secteur humanitaire pourrait réagir. Nos recherches sont guidées par trois grandes questions :

- 01 Comment les adolescentes comprennent et vivent-elles l'insécurité ?
- 02 Comment les adolescentes gèrent-elles l'insécurité ?
- 03 Quels sont leurs besoins et quelles sont les possibilités de soutenir les adolescentes dans les situations de crise prolongée ?

Il convient de remarquer que ce projet de recherche n'a pas été conçu pour établir la prévalence d'un problème particulier et qu'il ne s'agit pas non plus d'un compte-rendu objectif de l'expérience des adolescentes. Les constatations de ce projet sont subjectives et soulignent le fait que les adolescentes n'ont pas un point de vue unique ni le même ensemble d'expériences dans les contextes de crise. Le projet met cependant en évidence des domaines de ressemblance et de différence d'un pays, d'une crise ou d'une tranche d'âge à l'autre, et apporte de précieux éclairages sur le vécu des adolescentes.

MÉTHODOLOGIE

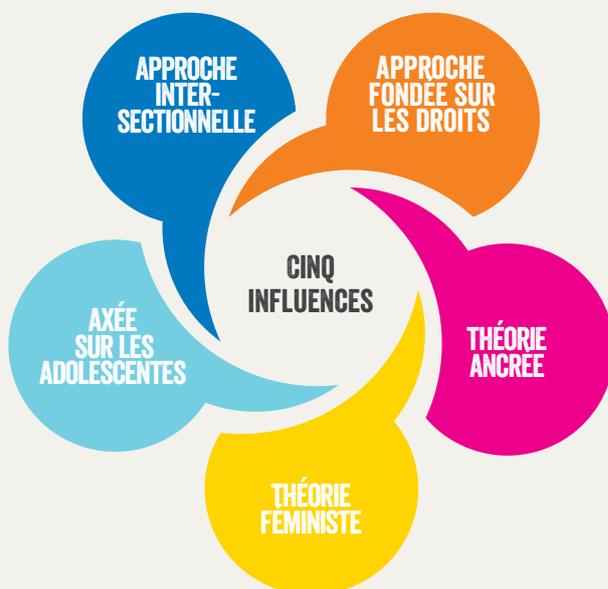
Les recherches menées au sein de la communauté rohingya ont pris place dans le camp de Balukhali à Cox's Bazar ; les recherches sur la population de déplacés sud-soudanais ont été effectuées sur cinq sites au Soudan du Sud et cinq sites en Ouganda ; dans le bassin du lac Tchad, les recherches ont été conduites sur onze sites dans l'extrême nord du Cameroun, sept sites dans le nord-est du Nigéria et sept autres sites dans le sud-est du Niger.

Plusieurs méthodes de recherche ont été utilisées, en mettant l'accent sur la recherche qualitative : des groupes de discussion non mixtes, composés uniquement d'adolescentes (entre 6 et 10 participantes) ont été formés, ainsi que quelques groupes de garçons, dans tous les lieux de recherche. Les groupes ont été divisés en fonction de l'âge des participants : 10 à 14 ans, 15 à 19 ans. En outre, les chercheurs ont mené un certain nombre d'entretiens approfondis avec des adolescentes, des leaders communautaires, des membres d'organisations de la société civile et des ONG. Nous avons veillé à ce que les discussions avec les filles et les jeunes femmes soient animées par de jeunes enquêteuses avec lesquelles elles se sentiraient à l'aise.

Nous avons également effectué une enquête quantitative sur les ménages avec des adolescentes afin de recouper les résultats des entretiens et des discussions avec les groupes témoins. Au total, 998 enquêtes (300 sur les Rohingyas, 249 au Soudan du Sud, 449 dans le bassin du lac Tchad) ont été réalisées dans les trois zones de recherche.

Le projet place la voix des adolescentes au cœur de sa méthodologie. Cette démarche donne aux adolescentes un endroit sûr pour parler de leur vie : elle leur confère une position d'autorité dans les discussions sur leur propre bien-être et dans la compréhension de leurs situations sociales, politiques et économiques. Cela signifie que les adolescentes sont à la fois la source des connaissances et les principales analystes de leur vie et de leurs expériences.

La méthodologie suivie dans le cadre de ce projet de recherche comporte cinq éléments :



CE QUE LES RECHERCHES NOUS APPRENNENT SUR LES ADOLESCENTES EN TEMPS DE CRISE

Malgré les différences de contexte et de culture, les adolescentes qui ont pris part à ces recherches ont beaucoup de points communs. Les filles et les femmes ont partout moins de pouvoir au sein de leur famille et de leur communauté que les garçons et les hommes : les filles sont moins valorisées que les garçons et en période troublée, la discrimination qui les touche au quotidien — violence domestique et sexuelle, manque d'opportunités, mariage d'enfants, accès restreint à l'éducation — se généralise et leur cause plus de torts.

Au cours de ce projet de recherche, un très grand nombre d'adolescentes et de jeunes femmes ont parlé de leur expérience et de leur peur de la violence, de leur désir d'être mieux instruites, de leur besoin de bénéficier de meilleurs services de santé et de recevoir davantage d'informations, notamment sur la santé sexuelle et reproductive. Elles ont également dit avoir le sentiment d'être ignorées — par leur famille, leur communauté et les organisations humanitaires en charge de leur vie — et de se voir refuser aussi bien la possibilité de développer leurs propres capacités que celle de participer à la vie communautaire et d'œuvrer à la construction d'un avenir meilleur.

« Je veux faire des études, mais je ne peux pas. C'est la plus grande interruption/entrave dans ma vie. »

FILLE ROHINGYA, 14 ANS, BANGLADESH

LES ADOLESCENTES VIVENT DANS LA PEUR

Cela était particulièrement visible dans le bassin du lac Tchad et au Soudan du Sud, où elles ne craignent pas seulement la présence constante d'hommes armés, mais aussi les violences liées au genre au sein des familles, y compris les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, qui menacent leur santé, leur éducation et leur bien-être général. Une jeune fille de 16 ans originaire du Soudan du Sud et vivant actuellement en Ouganda a dit aux chercheurs : « [Je] connais des enfants qui ont subi des abus ou des mauvais traitements récemment : travail pénible, violences sexuelles, privation d'éducation... de nombreux enfants sont orphelins et n'ont personne pour s'occuper d'eux. »

Il est évident que les situations de crise viennent exacerber les tensions familiales : lorsque la situation du ménage est bouleversée, la pauvreté et les traumatismes font des ravages. Dans les trois zones de recherche, les adolescentes qui avaient perdu leurs parents pendant la crise et qui ne vivaient pas avec leur famille proche se sentaient particulièrement en danger.

- Dans l'ensemble de la zone de recherche au **Soudan du Sud**, les adolescentes ont mentionné des enlèvements, des violences sexuelles et des activités criminelles comme le pillage. Le grand nombre de soldats, les fusillades et la violence armée leur faisaient particulièrement peur : « Dans la communauté, des soldats menacent de violer des filles, les obligeant à les épouser. » Fille, 15-19 ans, Soudan du Sud. Près d'un tiers des filles interrogées, soit 33 %, ont déclaré avoir été blessées au cours du conflit.
- Dans le **bassin du lac Tchad**, les adolescentes ont décrit un large éventail de violences, dont des violences liées au conflit ainsi que des violences communautaires et domestiques, qui pénètrent et affectent presque tous les aspects de leur vie. Sur plusieurs de nos sites de recherche, les adolescentes connaissaient des filles de leur âge qui étaient obligées d'avoir des relations avec des hommes pour survivre : « Ces filles sont souvent violées par leur maître ou par leur petit ami pour avoir de l'argent. » Un grand nombre d'adolescentes, près de 35 %, ont déclaré ne pas se sentir en sécurité chez elles ou s'y sentir vraiment en danger. Un peu moins d'un quart d'entre elles avaient été frappées ou battues récemment et 60 % de ces incidents étaient arrivés à leur domicile. Il peut s'avérer difficile d'échapper à la violence : les adolescentes ont peur de se faire harceler, le plus souvent par des adolescents et des hommes jeunes, ce qui restreint aussi leur mobilité et leur accès aux opportunités et aux services dans l'ensemble de la communauté : « La vie n'est pas facile ici ; nous vivons dans la peur. » Fille, 14 ans, bassin du lac Tchad.
- Au **Bangladesh**, bien que les filles qui ont fui le Myanmar continuent d'avoir peur, elles se sentent plus en sécurité qu'avant, car il n'y a pas d'hommes armés au sein de la communauté : « Je me sens bien dans le camp. En Birmanie, l'armée coupait les gens en morceaux et les jetait dans les rivières. » Fille rohingya, 12 ans, Bangladesh. Leurs témoignages montrent clairement que la violence et la peur qu'elle suscite dominaient leur vie et que, même si elles se sentent maintenant plus en sécurité, le traumatisme reste à fleur de peau. Bien que 94 % des adolescentes aient dit aux chercheurs qu'elles se sentaient en sécurité ou très en sécurité à la maison au Bangladesh — un pourcentage plus élevé que dans les autres études —, elles ont également affirmé se sentir plus à l'étroit et avoir l'impression d'étouffer. Elles sont bloquées à la maison et, encore une fois, un nombre non négligeable d'adolescentes — 16 % d'entre elles — ont déclaré avoir été battues ou frappées au cours du mois précédent, 87 % des incidents signalés ayant eu lieu au domicile.

PLUS DE 34 %
DES ADOLESCENTES INTERROGÉES DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD NE SE SENTENT PAS EN SÉCURITÉ À LA MAISON



Gulzar, 10 ans, trouve la vie dans le camp difficile (Bangladesh).

(©Mahmud / Map / Plan International)

LES ADOLESCENTES MÈNENT UNE VIE RESTREINTE

Au Bangladesh et dans le bassin du lac Tchad, les adolescentes ont particulièrement insisté sur le manque de liberté de mouvement qui caractérise la vie en situation de crise prolongée. Les parents deviennent surprotecteurs et, dans de nombreux cas, les filles elles-mêmes ont peur. Cela restreint considérablement les opportunités qui s'offrent à elles, alors que celles-ci sont déjà suffisamment limitées par la guerre, le déplacement et l'insécurité.

Le manque de visibilité et de mobilité qui restreint l'accès des adolescentes à tout soutien disponible et les tâches ménagères qui les obligent à rester à la maison ont de lourdes conséquences : les adolescentes ne peuvent pas aller à l'école, elles ne peuvent pas se faire d'amis, elles ne peuvent pas contacter les services de santé ; et, cet accès limité à l'information et au soutien de leurs pairs signifie qu'elles sont plus sujettes à la dépression et aux maladies, ainsi qu'aux mariages et grossesses précoces. Les ravages causés dans la vie des filles se font toujours sentir des années plus tard.

« Les adolescentes ne peuvent pas sortir de chez elles... la famille est le principal obstacle à cet égard ; lorsqu'on leur demandait de sortir faire quelques pas dehors, les filles répondaient que leurs pères et leurs oncles les tueraient — mais la situation s'améliore maintenant. »

MEMBRE DU PERSONNEL D'UNE ONG, BANGLADESH

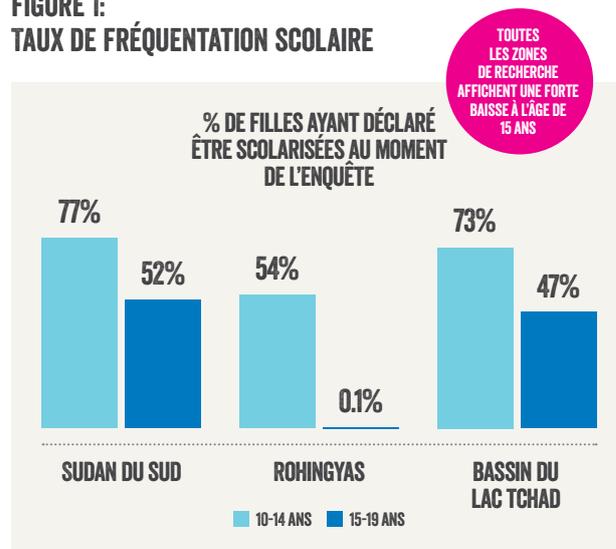
- Dans les camps du **Bangladesh**, les familles vivent parmi des étrangers et les parents disent être plus inquiets pour la sécurité de leurs filles. Il est en outre évident que les idées préconçues sur les rôles liés au genre jouent un rôle dans leur décision de garder les filles à la maison, en particulier les filles plus âgées : « Je ne peux pas sortir. Je dois toujours rester à la maison, par cette chaleur en plus. » Jeune femme rohingya, 18 ans, Bangladesh.
- Dans le **bassin du lac Tchad**, les adolescentes ont également évoqué des restrictions qui se sont aggravées avec le conflit : « Avant, j'allais partout pour cultiver la terre, même au-delà de ce village. Mais maintenant, je ne peux pas parce que j'ai peur. » Fille, 13 ans, bassin du lac Tchad.

LES FILLES VEULENT ALLER À L'ÉCOLE

Les adolescentes évoquent partout leur enthousiasme pour les études et leur déception de ce que leur situation actuelle les empêche d'aller à l'école ou de suivre une formation professionnelle. La peur est un facteur qui les fait rester à la maison, mais il y en a beaucoup d'autres : il arrive souvent qu'il n'y ait pas d'école ou de centre de formation qu'elles pourraient fréquenter, ou bien ils sont trop éloignés ou elles ont tellement manqué l'école qu'elles ont du mal à rattraper leur retard. La pauvreté des familles entre aussi en jeu : au Soudan du Sud, 39 % des filles non scolarisées ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas se permettre d'aller à l'école. Ce manque de moyens peut mettre les adolescentes en danger ; un groupe a ainsi dit aux chercheurs : « Une fille n'avait pas de quoi payer les frais de scolarité et ses amis lui ont conseillé d'avoir des relations avec des hommes pour obtenir l'argent nécessaire. » Dans de nombreux cas, les difficultés qui entravent l'accès des filles à l'éducation datent d'avant la situation de crise et sont le reflet d'attitudes discriminatoires préexistantes.

AU SOUDAN DU SUD, SEULEMENT 16 % DES FEMMES ET FILLES DE PLUS DE 15 ANS SAVENT LIRE ET ÉCRIRE.¹⁶

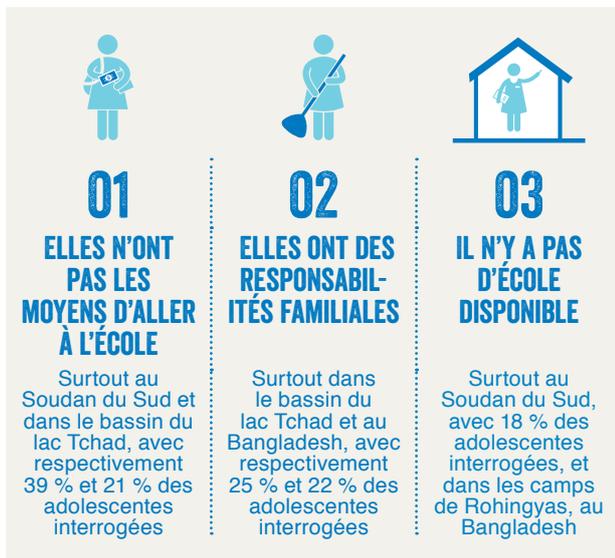
FIGURE 1:
TAUX DE FRÉQUENTATION SCOLAIRE



- Au **Soudan du Sud**, les adolescentes ont signalé avoir tellement de tâches ménagères à faire qu'elles ne peuvent pas faire leurs devoirs. Elles savent à quel point cela affectera leur avenir : « Ce qui m'inquiète le plus, c'est de ne pas avoir le temps de réviser parce que j'ai trop de travail à faire à la maison et je risque de finir par rater mes examens. » Fille, 17 ans, Soudan du Sud.
- On retrouve le même problème dans le **bassin du lac Tchad**, où 25 % des adolescentes non scolarisées ont également dit que les tâches ménagères les empêchaient de faire des études, 21 % d'entre elles ajoutant qu'elles n'en avaient pas les moyens. Les filles savent que leur éducation n'est pas une priorité, même en temps de paix et de prospérité, et ont fait appel aux chercheurs : « Dites à nos parents qu'il est important d'aller à l'école. » Fille, 13 ans, bassin du lac Tchad.

- Au **Soudan du Sud**, il y avait un lien évident entre les grossesses précoces et l'accès à l'éducation : 85 % des adolescentes interrogées qui avaient déjà été enceintes n'étaient pas scolarisées, contre 29 % de celles qui n'avaient jamais été enceintes.
- Les adolescentes issues de la **communauté rohingya au Bangladesh** n'ont pas toujours la possibilité d'aller à l'école, bien qu'elles en aient envie. Ce manque d'opportunités n'est pas seulement dû à la crise : un grand nombre d'entre elles n'étaient pas scolarisées même avant de quitter le Myanmar : « *Les gens de notre région disent souvent que les filles n'ont pas besoin d'être instruites. Ils pensent que les filles doivent rester à la maison.* » Fille rohingya, 13 ans, Bangladesh.
- Dans le **bassin du lac Tchad**, sur presque tous les sites de recherche, les filles — du moins, celles qui fréquentent l'école — arrêtent leurs études après l'école primaire : comme les parents ont du mal à trouver de l'argent et s'inquiètent pour la sécurité de leurs filles, ils les donnent en mariage.

FIGURE 2: LES TROIS PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES LES FILLES NE VONT PAS À L'ÉCOLE



Partout, les taux de fréquentation scolaire baissent de façon spectaculaire à l'âge de 15 ans, ce qui coïncide avec une augmentation des taux de mariages précoces et de grossesses précoces dans les trois zones de recherche.

« *L'école n'a pas d'importance parce qu'elles finiront par se marier et rester à la maison.* »

PARENTE, BASSIN DU LAC TCHAD



LES FILLES ONT DU MAL À RESTER EN BONNE SANTÉ, TANT SUR LE PLAN PHYSIQUE QUE MENTAL

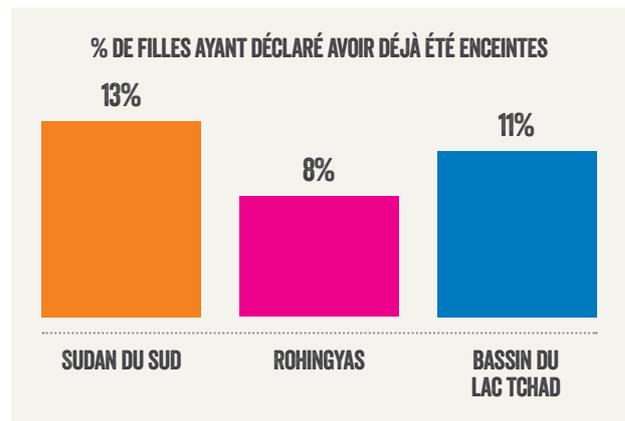
Une mauvaise alimentation, qui peut être particulièrement dommageable pour l'organisme pendant la puberté, fait partie du quotidien des adolescentes ; de plus, la faim affecte leur capacité à étudier, ce qui aura de lourdes conséquences pour l'avenir. Le manque d'informations sur la santé sexuelle et reproductive, l'accès limité aux services de santé — voire leur absence totale —, en particulier dans le domaine de la santé mentale, auront également un impact destructeur sur la vie des adolescentes.

DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD,

53 %

DES ADOLESCENTES INTERROGÉES ONT DÉCLARÉ AVOIR EU UNE BLESSURE OU UNE MALADIE GRAVES AU COURS DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

FIGURE 3: TAUX DE GROSSESSE DANS LES TROIS ZONES DE RECHERCHE



- Le manque d'eau saine et de nourriture de bonne qualité est un problème, surtout pour les filles enceintes ou non accompagnées. Dans le **bassin du lac Tchad**, les adolescentes plus âgées ont en particulier signalé souffrir de la faim : « *Comme la nourriture est limitée [...] on ne donne à manger qu'aux plus jeunes. Ma grande sœur et moi, nous prenons notre mal en patience et nous restons le ventre vide.* » Jeune femme, 18 ans, bassin du lac Tchad. Au **Soudan du Sud**, seulement 23 % des personnes interrogées ont déclaré avoir toujours assez à manger.
- Toutes les adolescentes ont besoin d'un meilleur accès aux services de santé et elles veulent aussi plus d'informations, en particulier sur la santé et les droits de santé sexuelle et reproductive et sexuels : « *Personne ne l'a dit. Nous avons appris quand des gens en parlaient à voix basse.* » Fille, 18 ans, Bangladesh. Ce manque d'accès à la santé et aux droits reproductifs et sexuels peut être mortel, surtout dans le **bassin du lac Tchad**, qui affiche l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde. « *Quand une fille a 14 ans ou plus, elle a un petit ami. Elle tombe enceinte très facilement parce qu'elle n'a pas assez de connaissances sur le sexe et sur son cycle menstruel.* » Fille, 16 ans, bassin du lac Tchad.

- La santé mentale est un autre problème important — très peu d'adolescentes ont accès aux soins de santé mentale malgré les besoins : « *Beaucoup de filles ont des problèmes de santé émotionnelle à cause de la guerre... un grand nombre d'entre elles sont des victimes de viol, elles souffrent d'une dépression permanente et de problèmes mentaux, elles sont traumatisées.* » Membre du personnel d'une ONG, Soudan du Sud. Si elles ne reçoivent pas d'aide, cela peut continuer pour le restant de leurs jours.

AU SOUDAN DU SUD

26 %

DES ADOLESCENTES INTERROGÉES ONT DÉCLARÉ AVOIR ENVISAGÉ DE METTRE FIN À LEURS JOURS AU MOINS UNE FOIS AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

LES ADOLESCENTES VEULENT PLUS DE POUVOIR SUR LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT

Les adolescentes évoquent partout leur incapacité à contrôler leur vie et le fait qu'on ne les consulte pas au sujet des décisions qui les concernent. Elles nous ont dit que les personnes qui travaillent dans le secteur humanitaire parlent rarement aux filles elles-mêmes, même lorsqu'il s'agit de planifier des services destinés aux adolescentes. Dans un très grand nombre de cas, les adolescentes ne peuvent pas décider de poursuivre leurs études, ne sont pas libres de choisir de se marier ou non, au moment ou avec la personne de leur choix, et elles ne sont pas non plus en mesure de chercher des moyens de subsistance qui pourraient leur donner une certaine indépendance.

« *L'amie que j'avais ici a été ramenée au Soudan et mariée à un homme qui avait déjà deux femmes. Et ils l'ont fait sans rien dire.* »

FILLE SUD-SOUDANAISE, 16 ANS, OUGANDA



Au Niger, des adolescentes plaisantent entre elles.
(©Plan International)

PLUS DE 75 %

DES ADOLESCENTES INTERROGÉES AU BANGLADESH DÉCLARENT NE PAS ÊTRE EN MESURE DE PRENDRE DES DÉCISIONS CONCERNANT LEUR VIE

RÉSILIENCE ET ESPOIR

Il y a cependant une autre facette de l'histoire : les adolescentes évoquent aussi leurs espoirs pour l'avenir et les rêves qui ont survécu à tout ce qu'elles ont subi. Leur énergie et leur optimisme, leur capacité à envisager un avenir meilleur, sont en soi une source de force. Dans le camp de Rhino (Ouganda), on a demandé à des filles de 15 à 19 ans de parler de leurs projets professionnels dans le cadre de discussions avec un groupe témoin : deux espèrent devenir infirmières, une veut être comptable, d'autres souhaitent être pasteur, pilote, policière ou médecin et cinq veulent travailler comme enseignantes. Cet optimisme est une caractéristique souvent associée à l'adolescence et témoigne d'une résilience moins visible chez les adultes. Les adolescentes sont convaincues qu'un changement est possible et croient en leur propre capacité à y contribuer.

« *Je veux trouver un emploi une fois mes études terminées, et travailler pour le bien de cette communauté.* »

FILLE ROHINGYA, 12 ANS, BANGLADESH

- Les adolescentes reconnaissent que l'éducation et la formation professionnelle sont le meilleur moyen d'améliorer leur vie actuelle ainsi que leur vie future.
- Dans toutes les communautés où nous avons mené nos recherches, les adolescentes ont parlé de l'importance du soutien de leur famille. Même si elles ont admis que leur famille pouvait être étouffante, voire violente, près de 94 % des filles interrogées au Bangladesh se sentaient en sécurité à la maison et comptaient sur l'appui de leur mère, de leurs tantes et de leurs sœurs.
- Les adolescentes comptent également sur les discussions qu'elles ont avec leurs amis et sur la disponibilité d'espaces sûrs où se retrouver — de préférence avec quelque chose à faire. Beaucoup ont affirmé « se sentir mieux » avec des personnes de leur âge avec qui parler, partager leurs problèmes, échanger des informations et acquérir de nouvelles compétences. Les adolescentes du bassin du lac Tchad qui ont été interrogées dans des camps de personnes déplacées au Niger ont expliqué disposer de leaders parmi leurs pairs, qui rapportent leurs inquiétudes aux leaders communautaires et essaient de résoudre les conflits. Elles trouvent ce système utile et vont voir ces « pairs leaders » quand elles se sentent déprimées.

Quand on écoute les adolescentes, on voit bien qu'elles comprennent comment améliorer leur vie. En dépit des circonstances défavorables dans lesquelles elles vivent, elles font montre d'ingéniosité, d'imagination, de leadership, de compassion, d'un esprit de sacrifice, de considération pour les autres, de résilience et de leur volonté de contribuer à la société : ce sont justement les qualités dont leur communauté aura besoin pour trouver un moyen de sortir de la crise.

« *Je vais créer la paix au Soudan du Sud. J'aurai une bonne profession. Je développerai la nation.* »

FILLE, 15 À 19 ANS

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans les trois situations de crise prolongée que nous avons étudiées, les adolescentes ont de grands sujets de préoccupation qui se recoupent. L'un d'entre eux est sans aucun doute le fait que le secteur humanitaire les écoute rarement et n'engage pas la discussion avec les filles et les jeunes femmes sur les questions pratiques de leur vie quotidienne, en dépit d'un nombre croissant de publications sur les droits et les besoins des adolescentes. Nos recherches sont une occasion de changer cet état de fait.

En outre, elles montrent que la situation des adolescentes en temps de crise est en grande partie déterminée par les rôles qui étaient auparavant dévolus aux deux sexes : les attitudes discriminatoires s'enracinent de plus en plus profondément. Il convient de bien comprendre cela, ainsi que les nombreuses différences de culture et de contexte, lorsque l'on planifie les programmes humanitaires, ainsi que la gestion et les infrastructures des camps. Il faut surtout que les autorités, qu'il s'agisse des leaders communautaires locaux, des fonctionnaires du gouvernement ou des humanitaires, fassent appel à l'expérience des adolescentes. En effet, ce sont elles qui font face aux difficultés de l'isolement et aux « problèmes relatifs à la cuisine, au combustible, aux fourneaux, à l'électricité, aux abris, à la difficulté de descendre la colline la nuit, à la crise de l'eau, etc. » que, selon les filles rohingyas au Bangladesh, leur routine quotidienne leur inflige.

Il ressort clairement des entretiens que, même si les adolescentes ont besoin d'être protégées contre les violences liées au genre, elles ont aussi d'autres priorités : la consultation, l'éducation, les moyens de subsistance, l'accès aux services de santé et des mesures pratiques concernant la nourriture, l'eau et les fournitures nécessaires pour améliorer la vie quotidienne. Elles ont l'impression que leurs priorités ne sont pratiquement pas prises en compte. Dans l'ensemble, il est frappant de constater à quel point les adolescentes se tournent vers l'avenir : elles font montre d'une compréhension très concrète de l'impact de la pauvreté sur leur vie et leurs perspectives. Autant que la violence qui les entoure, c'est le manque d'argent et le nombre limité de possibilités d'en gagner dont elles ou leurs parents disposent qui détermine leur avenir :



Une adolescente originaire du bassin du lac Tchad (Nigéria).

(©Plan International/Will Ayemoba)

« [...] former celles qui ne vont plus à l'école à faire autre chose et encourager les jeunes à étudier en aidant leurs parents à faire d'autres petits boulots. »

JEUNE FEMME, 18 ANS, BASSIN DU LAC TCHAD

Il faut reconnaître ce que les adolescentes nous disent et y répondre. La complexité de leur situation — notamment la discrimination de genre et les inégalités entre les sexes sous-jacentes qui limitent les opportunités dont elles disposent, où qu'elles se trouvent — doit être abordée de manière holistique, au lieu de proposer une maigre sélection de réponses à certains des besoins les plus évidents.



Les adolescentes originaire du bassin du lac Tchad (Nigéria).
(©Plan International/Will Ayemoba)

Les recommandations qui suivent sont tirées des discussions avec les groupes témoins et des entretiens avec les adolescentes. Conçues pour reconnaître à la fois leurs vulnérabilités et leurs points forts, elles cherchent à mettre en évidence les priorités indiquées par les filles et à intégrer leurs suggestions et leurs orientations pour le changement.

PARTICIPATION

Les leaders communautaires, les planificateurs de programmes et les responsables de camps doivent écouter les adolescentes et veiller à ce qu'elles aient la possibilité de prendre une part active aux processus de prise de décisions. Elles doivent être impliquées dans le traitement des problèmes qui les affectent, et non rester cachées chez elles. Cela suppose de fournir des espaces sûrs, des fora et des processus impliquant les adolescentes et menés par elles, qui tiennent compte des inégalités entre les sexes et des dynamiques du pouvoir : en reconnaissant et en combattant la discrimination de genre qui est constamment présente au sein des familles et des communautés, et qui prive les filles de leurs droits.

ÉDUCATION

Veiller à ce que l'éducation des adolescentes ne pâtisse pas de la situation de crise. Il faut prendre en compte l'éducation des adolescentes lors de la planification et de la préparation aux crises. Les systèmes éducatifs doivent être souples et répondre aux besoins et à la situation des filles ; ils doivent couvrir les compétences de vie et inclure un enseignement professionnel. Il est essentiel de recruter des enseignantes pour certaines communautés ; les enseignants et les membres des services d'éducation doivent faire preuve d'initiative, non seulement pour fournir des services, mais aussi pour permettre aux filles de les utiliser.

SERVICES DE SANTÉ

Les agences et les bailleurs doivent accorder la priorité au financement de la fourniture d'informations et de services adaptés aux adolescentes. Il faut mettre l'accent sur les problèmes de santé mentale ainsi que sur la santé et les droits de santé sexuelle et reproductive. Les espaces sûrs, les fora de discussion et les réseaux de pairs n'améliorent pas seulement la santé mentale, ils facilitent également l'accès à l'information et aux services.

SÉCURITÉ

Lutter contre les violences liées au genre sous toutes leurs formes. Ce combat doit inclure de meilleures infrastructures pour les camps, des mécanismes d'application de la loi et de signalement, ainsi que la promotion des changements d'attitude et de comportement au niveau des familles et des communautés. Le recrutement de « champions du changement » de sexe masculin et l'établissement de codes de conduite clairs dans les camps et les communautés doivent impliquer les hommes et les garçons dans la lutte contre les violences liées au genre et l'élimination de la discrimination qui encourage ces violences.

NOTES DE FIN

- 1 Voir, par exemple, Kirk, Jackie. 2006. « Education in Emergencies: The Gender Implications. Advocacy Brief ». UNESCO Bangkok.
- 2 Voir, par exemple, HCR, Conseil norvégien pour les réfugiés et Save the Children Norvège. 1999. « Protection on Children and Adolescents in complex emergencies: Conference Report ». <http://www.unhcr.org/3ae690200.pdf>.
- 3 Groupe de coordination intersectorielle (GCI). 10 mai 2018. « Situation Report: Rohingya Refugee Crisis », p. 2. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180510_-_iscg_-_sitrep_final.pdf
- 4 Groupe de coordination intersectorielle (GCI). 10 mai 2018. « Situation Report: Rohingya Refugee Crisis », p. 2. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180510_-_iscg_-_sitrep_final.pdf
- 5 Groupe de coordination intersectorielle (GCI). 10 mai 2018. « Situation Report: Rohingya Refugee Crisis », p. 2. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180510_-_iscg_-_sitrep_final.pdf
- 6 Groupe de coordination intersectorielle (GCI). 31 décembre 2017 « Situation Report: Rohingya Refugee Crisis » https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/171231_weekly_iscg_sitrep_final.pdf
- 7 Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 2018. « Humanitarian Needs Overview: South Sudan », p. 2-4. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/South_Sudan_2018_Humanitarian_Needs_Overview.pdf
- 8 Mark Lowcock, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence « Remarks at the launch of the 2018 South Sudan Humanitarian Response Plan and 2018 South Sudan Regional Refugee Response Plan ». OCHA. 1er février 2018, <https://reliefweb.int/report/south-sudan/under-secretary-general-humanitarian-affairs-and-emergency-relief-coordinator-14>
- 9 ACAPS. 2012. « South Sudan – Country Profile ». https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/s-c-acaps_country_profile_southsudan_august2015.pdf
- 10 Banque mondiale. 2016. « Overview – South Sudan ». Consulté le 24 avril 2018. <http://www.worldbank.org/en/country/southsudan/overview>
- 11 UNICEF, Note d'information. Décembre 2017. « South Sudan: The impact of the crisis on children », p. 6. https://www.unicef.org/southsudan/UNICEF_South_Sudan_Report_Childhood_under_Attack_15Dec_FINAL.pdf
- 12 UNICEF, Note d'information. Décembre 2017. « South Sudan: The impact of the crisis on children », p. 6. https://www.unicef.org/southsudan/UNICEF_South_Sudan_Report_Childhood_under_Attack_15Dec_FINAL.pdf
- 13 OCHA. 2018. « Lake Chad Basin Overview (as of 25 Mai 2018) ». <https://reliefweb.int/report/nigeria/lake-chad-basin-crisis-overview>
- 14 UNICEF. 2017. « Rapport sur la Situation des enfants dans le monde ». <https://www.unicef.org/french/sowc2017/>
- 15 FNUAP. 2017. « Demographic Dynamics and the Crisis of Countries around Lake Chad ». FNUAP. <http://wcaro.unfpa.org/en/publications/demographic-dynamics-and-crisis-countries-around-lake-chad>.
- 16 Watkins, Kevin. 2016. « La Situation des enfants dans le monde : l'égalité des chances pour chaque enfant. » UNICEF

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui, au Bangladesh, au Cameroun, au Niger, au Nigéria, au Soudan du Sud et en Ouganda, ont pris le temps de participer à nos recherches et ont eu le courage de partager leur histoire. Nous souhaitons également dire merci au personnel de Plan International et de ses partenaires, sans l'aide desquels il serait impossible de mieux faire entendre la voix des filles.

Un grand merci à nos partenaires externes, ActionAid Bangladesh et Forcier Consult South Sudan, pour la collecte des données.

Nous aimerions exprimer notre plus vive reconnaissance à nos partenaires de recherche au Centre de recherches sur le genre, la paix et la sécurité de l'université Monash (Monash GPS), qui ont dirigé l'analyse des données et la rédaction du rapport pour chacune de ces trois études, en particulier Katrina Lee-Koo, Hannah Jay et Eleanor Gordon.

Un grand merci aux équipes des bureaux de pays de Plan International au Bangladesh, au Cameroun, au Niger, au Nigéria, au Soudan du Sud et en Ouganda pour la collecte de données supplémentaires et leur contribution aux outils et aux analyses. Le personnel du programme de Plan International pour le lac Tchad a en particulier joué un rôle clé dans la coordination de l'étude conduite dans le bassin du lac Tchad.

Enfin, le bureau de Plan International Australie a contribué au lancement de ces recherches, y a collaboré et a assuré la supervision tout au long des trois études.

Équipe du rapport

- Sharon Goulds, rédactrice en chef et auteure du rapport
- Sophie Tanner, responsable de recherche

Groupe de référence

- Jacqui Gallinetti, directrice de recherche et de gestion des connaissances
- Danny Plunkett, responsable des publications et du numérique
- Juhi Sonrexa, conseillère technique, Genre et inclusion dans les situations d'urgence
- Pasanna Mutha-Merrennege, responsable, Politique et relations avec les gouvernements
- Leslie Archambeault, conseillère en politique humanitaire et en plaidoyer
- Alison Wright, conseillère en politique humanitaire et en plaidoyer

De Plan International

- Fabian Böckler et Josaphat Tchetan-Awo, du programme pour le lac Tchad
- Stella Drate Pasquale et Fordson Kafweku, du bureau de pays au Soudan du Sud
- David MacDonald, du Bureau régional en Afrique du Sud-Est
- Okello Moses Arnold, du bureau de pays en Ouganda
- Chrissy Galerakis et Dave Husy, de l'organisation nationale en Australie
- Anthony Davis, de l'organisation nationale au Royaume-Uni
- Orla Murphy, Israt Jahan Baki et Alim Bari, du bureau de pays au Bangladesh
- Kelland Stevenson, du bureau de pays au Myanmar
- Krista Zimmerman et Andrew Baker, du Bureau régional en Asie

Plusieurs bureaux de Plan International ont contribué financièrement à ces recherches, notamment :

Plan International Australie, Plan International France, le siège de Plan International, Plan International Irlande et Plan International Royaume-Uni. Nous tenons aussi à remercier les organismes donateurs pour leurs contributions, notamment Irish Aid.

*Des filles puisent de l'eau dans
la rivière avec des bassines.
(Sudan du Sud).*
(©Plan International)





Photo de couverture: ©Plan International

Mise en page: Out of the Blue Creative Communication Solutions – www.outoftheblue.co.za

Nous n'avons pas pris de photos au cours de ces travaux de recherche. Les filles représentées sur les photos illustrant ce rapport ne sont pas celles qui ont participé aux recherches.

À propos de Plan International

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées. Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Nous suscitons des changements dans la pratique et en politique, tant aux niveaux mondial et national que local en mettant à profit notre assise, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 75 pays.

Plan International

Siège international
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Un

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: info@plan-international.org

plan-international.org

Published in 2018. Text © Plan International

-  facebook.com/planinternational
-  twitter.com/planglobal
-  instagram.com/planinternational
-  linkedin.com/company/plan-international
-  youtube.com/user/planinternationaltv